



L'UNIVERSITÉ AU QUÉBEC

Enjeux et défis

Sous la direction de :

Olivier Bégin-Caouette,
Émanuelle Maltais, Jean Bernatchez,
Jason Luckerhoff, Martin Maltais,
Michel Umbriaco



LIRES

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
DE RECHERCHE SUR
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Collection **Regards sur l'université**

Lord, F.-R., Forgues, É., Winkin, Y. et Luckerhoff, J. (2025).
Les performances d'acteurs sociaux autour de la survie d'une
université francophone. Dans Bégin-Caouette, O., Maltais, É.,
Bernatchez, J., Luckerhoff, J., Maltais, M. et Umbriaco, M.
(dir.), *L'université au Québec. Enjeux et défis* (p. 813-844).
Les Publications du LIRES.

Chapitre 30

Les performances d'acteurs sociaux autour de la survie d'une université francophone La perspective des fondateurs

François-René Lord, Université TÉLUQ

Éric Forgues, Institut canadien de recherche sur les minorités
linguistiques

Yves Winkin, Université du Québec à Trois-Rivières

Jason Luckierhoff, Université du Québec à Trois-Rivières

Résumé

Dans cette étude, nous analysons les performances sociales des principaux acteurs concernés par la survie de l'Université de l'Ontario français. Selon Alexander (2004 et 2017) et Eyerman (2006), les acteurs engagés dans un conflit de société produisent des performances sociales dans le but de susciter l'adhésion des publics à leur cause. Comme on le ferait face à une représentation théâtrale, il devient ainsi possible d'analyser ces performances en fonction des diverses modalités de mise en scène qu'elles emploient (Goffman (1973 [1959] et 1974 [1967])). Cette étude s'appuie sur un travail documentaire comprenant des articles de presse publiés entre novembre 2018 et janvier 2020, des messages publiés dans les plateformes socionumériques des différents acteurs engagés

dans le conflit ainsi que sur des comptes rendus de certaines instances au sein desquelles le sujet a été débattu. Nos résultats montrent que les acteurs qui se sont exprimés publiquement sur cette situation ont mis en scène un drame social. Ces acteurs décrivent le conflit tel une crise, l'inscrivent dans la lutte historique de la communauté minoritaire franco-ontarienne et réussissent à mobiliser rapidement la communauté autour de cette trame narrative.

Mots clés

drame social; performance sociale; minorité; Université de l'Ontario français

Abstract

In this study, we analyze the social performances of the key actors involved in the survival of the Université de l'Ontario français. Drawing on Alexander (2004 and 2017) and Eyerman (2006), we consider that actors engaged in societal conflicts produce social performances to garner public support for their cause. Following the model of a theatrical representation, it becomes possible to analyze these performances according to the different staging arrangements they employ (Goffman, 1973 [1959] and 1974 [1967]). This study relies on documentary research, including press articles published between November 2018 and January 2020, messages posted on the social media platforms of the various actors involved in the conflict, and reports from certain bodies where the subject was debated. Our results show that the actors who publicly addressed this situation staged a social drama. These actors depicted the conflict as a crisis, framed it within the historical struggle of the Franco-Ontarian minority community, and successfully mobilized the community around this narrative framework.

Keywords

drama of social life; minority; social performance; Université de l'Ontario français

L'université est une institution centrale de nos sociétés démocratiques. À la fois lieu de formation, de production de recherche et de services aux collectivités, elle joue souvent un rôle de structuration sociétale important. Instigatrice de certains changements sociaux, elle peut elle-même devenir objet de débats. Les lois ayant des incidences sur les établissements universitaires, sur les décisions de leur administration (notamment celles qui sont relatives aux frais de scolarité ou à la conduite des affaires internes) provoquent parfois des mouvements de contestation. Nous nous intéressons ici à la manière dont des acteurs internes et externes à l'université la mettent en scène, se mettent eux-mêmes en scène à travers elle et s'efforcent d'atteindre leurs objectifs.

Nous envisageons ces acteurs en interaction comme étant eux aussi en représentation; ils se doivent de maintenir une définition commune d'une situation donnée, elle-même conçue comme une scène. Nous nous penchons notamment sur différentes stratégies de mise en scène ainsi que sur les rôles endossés par les uns et les autres. Goffman (1973 [1959]) a montré que ces rôles doivent être à la fois joués sérieusement et pris au sérieux. Pas question de prendre ses distances face à un rôle, puisque l'engagement qu'il révèle est une condition *sine qua non* de la réussite de la scène. Cette représentation doit aussi se réaliser sans fausse note, car toute maladresse peut provoquer un embarras susceptible d'affecter l'ensemble des acteurs présents, qu'ils soient sur la scène ou spectateurs.

Par exemple, dans le cas de l'Université de l'Ontario français (UOF) : comment un gouvernement provincial accusé d'avoir nui à une communauté linguistique peut-il s'en sortir élégamment sans perdre la face? Du côté de l'institution ayant fait l'objet de coupes : comment peut-elle collaborer avec ce même gouvernement et atteindre ses objectifs? Nous verrons que, dans ce cas, les acteurs ont dû s'assurer à la fois de ne pas eux-mêmes perdre la face et de ne pas faire perdre la face à la partie adverse. C'est dans cette perspective que nous analyserons la performance sociale d'acteurs appartenant à une communauté particulière autour d'un enjeu lié à l'enseignement supérieur, à savoir la lutte de la communauté francophone de l'Ontario (CFO) pour maintenir le projet de créer l'UOF, et ce, malgré la décision du gouvernement Ford de l'annuler en 2018.

Dans la continuité des travaux de Goffman et de Turner, notamment, Jeffrey Alexander et des collaborateurs reprennent le concept de *performance sociale* dans les années 2000, en développant une sociologie

culturelle dite « forte », qui se caractérise par sa reconnaissance de l'irréductibilité de la dimension symbolique de l'action sociale (Alexander, 2003; Alexander *et al.*, dir., 2006; Alexander, 2011). Selon ces auteurs, lorsque des acteurs sont engagés dans un conflit, ceux-ci produisent des performances sociales véhiculant des messages qu'ils désirent transmettre dans le but de susciter l'adhésion du public. Comme on le ferait face à une représentation théâtrale, il devient ainsi possible d'analyser ces performances en fonction des systèmes de représentation collective mis à l'avant-plan, des différents moyens de production symbolique et de mise en scène mis en avant, ainsi que des réactions des autres acteurs et des parties prenantes qui assistent au « drame social » en cours (Alexander, 2004, 2017; Eyerman, 2006).

Cette approche peut jeter un éclairage heuristique sur les performances sociales des principaux acteurs engagés dans le mouvement social pour la survie d'une université francophone en Ontario, spécialement dans le contexte où une communauté minoritaire revendique depuis plus d'un siècle l'accès à une éducation et à des services en français (Gervais, 1994). La création, en 2017, de l'UOF – première université gérée par et pour les francophones en Ontario – revêt donc un caractère symbolique particulier pour cette communauté.

Un conflit, voire une crise entre la CFO et le gouvernement progressiste-conservateur commence le jeudi 15 novembre 2018, au moment de la publication de l'énoncé économique du gouvernement. Ce jeudi a été qualifié de « jeudi noir » par les médias et les acteurs concernés. Le ministre des Finances, Vic Fedeli, annonçait alors l'annulation des plans de création d'une université de langue française en Ontario. Six mois après son élection, le gouvernement de Doug Ford signait du même souffle la fin du projet de l'UOF et la dissolution du Commissariat aux services en français. Ces décisions venaient abroger les décisions prises en septembre 2016, lorsque Deb Matthews, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, ainsi que Marie-France Lalonde, ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs et ministre déléguée aux Affaires francophones¹, ont annoncé la création du Conseil de planification

¹ Membre du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario, elle est élue députée de la circonscription de York-Simcoe à l'Assemblée législative de l'Ontario lors de l'élection du 7 juin 2018, puis nommée ministre déléguée aux Affaires francophones dans le gouvernement de Doug Ford le 29 juin. À la même date, elle assume également le poste de procureure générale de l'Ontario dans le gouvernement de Doug Ford qu'elle conserve jusqu'au 20 juin 2019, date à laquelle elle devient ministre des Transports.

pour une université de langue française en Ontario (CPULF) ainsi que la nomination de Dyane Adam à sa présidence.

Le rapport produit par ce conseil, qui recommande un projet très précis en vue du développement de l'UOF, a été déposé en juin 2017. Ce document présente un contexte historique, une justification de la demande et des besoins, puis trois propositions : une visant spécifiquement la gouvernance, les partenariats et les affiliations (soit l'ébauche d'un réseau francophone des universités en Ontario intégrant les universités francophones et bilingues); une visant le projet académique de l'université; enfin, une dernière au sujet de l'emplacement de la future institution et de son modèle d'affaires. Le CPULF recommandait aussi que la première université francophone de l'Ontario soit une institution autonome, qu'elle soit mise en réseau avec les autres universités et collèges offrant des formations de niveau universitaire en français, qu'elle soit affiliée avec les autres universités intéressées à mutualiser leur gouvernance et, enfin, qu'elle soit située à Toronto, dans le Centre-Sud-Ouest de la province. De plus, le CPULF recommandait sa reconnaissance en tant qu'établissement ouvert à l'innovation et à la collaboration, à la transdisciplinarité et aux approches pédagogiques novatrices, notamment aux approches inductives et à l'apprentissage expérientiel. En ce qui a trait précisément au projet académique, le rapport recommandait de créer quatre créneaux transdisciplinaires d'enseignement et de recherche : pluralité humaine, environnements urbains, économie mondialisée et cultures numériques.

À ce moment, plusieurs universités, collèges et autres institutions avaient accepté d'être partenaires de l'UOF et avaient contribué aux travaux du CPULF :

- en Ontario : l'Université métropolitaine de Toronto (anciennement Ryerson), l'Université d'Ottawa, l'Université de Guelph-Humber, l'Université Brock, le collège La Cité et le Groupe Média TFO;
- au Québec : l'Université Laval, l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal, l'Université Concordia et l'Université du Québec à Trois-Rivières;
- en France : Sorbonne Université, l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 et l'Université Sorbonne Paris Nord – Paris 13.

Ce rapport prévoyait en outre la création d'un Carrefour francophone du savoir et de l'innovation (CFSI); des partenaires avaient d'ailleurs été approchés à cet effet. L'éducation étant de compétence provinciale, le gouvernement fédéral était dans l'impossibilité de financer l'UOF du fait qu'il ne peut

pas s'ingérer dans la gestion de l'enseignement supérieur. Il lui est toutefois loisible d'appuyer des initiatives mettant en valeur les langues officielles en contexte minoritaire, ce qui constitue en partie la mission du CFSI.

Un comité technique a ensuite été mis en place et financé afin d'entreprendre le développement de l'UOF. Cette équipe restreinte, également présidée par Dyane Adam – qui a par ailleurs occupé la présidence du Conseil de gouvernance (CG) de l'UOF jusqu'en 2022 –, se compose alors de quelques employés et, en majorité, de personnels prêtés par d'autres institutions. Normand Labrie, maintenant doyen à l'Université de Toronto, aura été le premier recteur de l'UOF de 2018 à 2019, fonction qu'il occupe également depuis mai 2024. Au cours de l'année académique 2019-2020, les services de Jason Luckerhoff, membre du CPULF en 2017 et du comité technique par la suite, alors professeur au Département de lettres et communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières, étaient prêtés à la fois par cette université et par le Réseau de l'Université du Québec afin d'agir au sein de l'UOF à titre de vice-recteur au Développement des savoirs et des programmes. Linda Cardinal, alors professeure à l'École d'études politique de l'Université d'Ottawa et aujourd'hui professeure ainsi que vice-rectrice adjointe à la recherche à l'UOF, s'ajoute à l'équipe à titre de professeure. Une équipe de cadres et de professeurs souhaitant contribuer au développement de l'UOF à temps partiel sera par la suite mise en place, avec l'accord de leur université d'attache. Ils proviennent :

- de l'Ontario : Collège universitaire dominicain, Université de Hearst, Université d'Ottawa, Université de l'École d'art et de design de l'Ontario, Université de Toronto, Université Brock et Collège Boréal;
- du Québec : Université de Sherbrooke, Université de Montréal, Université TÉLUQ, École nationale d'administration publique, Institut national de la recherche scientifique, Université Laval, Université du Québec à Trois-Rivières et Collège Laflèche);
- de l'Université de Moncton, située au Nouveau-Brunswick.

La décision de mettre un terme au financement promis déclenche un mouvement de fond au sein d'une partie de la CFO. Dans les premières heures suivant cette annonce, plusieurs citoyens manifestent leur mécontentement dans les médias socionumériques, ce qui attire l'attention des médias traditionnels ainsi que d'une grande partie de la population canadienne. Nous avons montré, dans le cadre de recherches antérieures, qu'il s'agissait de la première manifestation née au sein de la communauté francophone à prendre place dans les réseaux sociaux (Lord *et al.*, 2022). Les

mots-clics #LaRésistance et #NousSommesNousSerons concentrent alors l'expression de la solidarité du public. Dans les jours qui suivent, différents acteurs franco-canadiens provenant des sphères politique, éducative, culturelle ou citoyenne prennent ainsi position contre cette décision (Lord, 2021).

En plus des prises de position de citoyens pour qui le projet d'université devient un symbole, on compte aussi celles des partenaires qui avaient participé de près à son développement, que ce soit au cours des travaux du CPULF ou de ceux du comité technique. Puisque des collaborations effectives avaient été mises en place, les institutions partenaires se sentaient également victimes de cette coupure; elles y voyaient une charge contre l'enseignement supérieur et, plus particulièrement, contre l'enseignement supérieur en français au Canada. Les institutions du Québec en particulier ont exprimé leur responsabilité face à la francophonie canadienne. Les épisodes successifs de la crise peuvent être résumés ainsi :

- Le 29 novembre 2018, la députée Amanda Simard quitte le Parti progressiste-conservateur pour manifester son désaccord; elle devient ainsi une figure emblématique de la résistance qui prend forme et s'organise.
- Le 1^{er} décembre de la même année, des manifestations dénonçant la décision du gouvernement se tiennent dans plus d'une quarantaine de localités en Ontario et ailleurs au Canada. Près de 15 000 citoyens expriment leur mécontentement face à cette annonce (Vachet, 2018^a). Ce mouvement social, largement couvert par la presse écrite, contribuera à la volte-face du gouvernement progressiste-conservateur, que nous considérons, dans une perspective goffmanienne, comme une stratégie pour préserver son image.
- Le 13 janvier 2019, Mélanie Joly, alors ministre fédérale du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie, annonce un investissement appuyant la création du CFSI. Cet appui financier permet à l'UOF de poursuivre ses opérations durant un an. Elles seront par la suite assurées par les prêts de personnel accordés par d'autres universités et dont il a été question plus haut, alors que les employés rémunérés par les fonds provenant du fédéral se consacreront aux mandats qui peuvent être financés par ce palier de gouvernement.
- Le 7 septembre 2019, une entente de principe intervient entre les gouvernements ontarien et fédéral afin d'assurer le financement du démarrage de l'institution pour une période de huit ans.
- En janvier 2020, les mêmes parties officialisent cette entente d'une durée de huit ans (Czerwinski, 2020), ce qui permet à l'UOF de relancer son développement. Il s'agit d'une entente historique; en effet, jamais auparavant un gouvernement provincial et le gouvernement canadien ne s'étaient entendus pour que l'un finance les premières années de fonctionnement d'une université et l'autre, les années subséquentes.

Ces épisodes présentés, il nous semble pertinent d'analyser plus finement le déroulement de l'action et le jeu des acteurs de ce drame social. Si le dénouement du conflit est survenu en 2020, les grandes contestations se situent entre le 15 novembre 2018 et le 15 janvier 2019, période au cours de laquelle culmine le mouvement social de résistance. La suite de ce récit, entre le 15 janvier 2019 et le 22 janvier 2020, se déroule principalement en dehors de l'espace public (Lord, 2021).

La présentation des résultats de cette étude² portant sur les performances sociales des principaux acteurs engagés dans ce mouvement social comprend trois parties. En premier lieu, nous mettrons en contexte le conflit autour de la survie de l'UOF; nous en présenterons les principaux acteurs et les principales scènes sur lesquelles il fut joué. En second lieu, nous poserons un regard sur les performances sociale des acteurs engagés dans ce mouvement. En dernier lieu, nous en analyserons les effets sur les acteurs engagés dans le déroulement de l'action et sur le public.

1 Les principaux acteurs engagés dans le débat public sur la survie de l'UOF

Les principaux acteurs engagés dans le conflit franco-ontarien de 2018 furent :

- **Doug Ford**
Premier ministre et chef du gouvernement en place, il est le premier responsable de la décision d'arrêter le financement de l'UOF. Frère de Rob Ford, ex-maire de Toronto, il est surnommé par plusieurs « le Donald Trump du Nord » en raison de ses positions populistes, de sa propension à intimider ses adversaires et de sa méconnaissance de ses dossiers (Buzzetti, 2018).
- **Caroline Mulroney**
Nommée ministre déléguée aux Affaires francophones le 29 juin 2018, c'est elle qui défendra la position de son gouvernement et qui tentera de trouver un compromis pour résorber la crise. Fille de l'ex-premier ministre canadien Brian Mulroney, elle fut candidate à la chefferie du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario en mars de la même année, mais elle terminera troisième derrière Christine Elliott et Doug Ford.

² Notre recherche s'appuie sur un travail documentaire comprenant des articles de presse publiés entre novembre 2018 et janvier 2020, des messages publiés dans les différentes plateformes socio-numériques des acteurs engagés dans le conflit ainsi que des comptes rendus des débats sur le sujet qui ont eu lieu au sein de la Chambre des communes du Canada, du Comité permanent des langues officielles et de l'Assemblée législative de l'Ontario.

- **Amanda Simard**
Députée de la circonscription provinciale de Glengarry-Prescott-Russell et secrétaire parlementaire de Caroline Mulroney. Seule Franco-Ontarienne et plus jeune députée au sein du caucus, elle quittera le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario afin de signifier son désaccord face à sa décision d'arrêter le financement de l'UOF. Elle siège alors à titre de députée indépendante jusqu'au 16 janvier 2020, date à laquelle elle rejoint le Parti libéral de l'Ontario.
- **Mélanie Joly**
Le Parti libéral du Canada et son chef, Justin Trudeau, désapprouvent la décision du gouvernement Ford et espèrent contribuer à la survie de l'UOF. Représentante du gouvernement fédéral dans ce débat, la ministre Joly, qui s'est fait connaître en tant que candidate à la mairie de Montréal en 2013, est la principale interlocutrice dans ce dossier. Elle est députée du Parti libéral du Canada depuis octobre 2015.
- **Carol Jolin**
L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) est l'organisme de défense des droits des Franco-Ontariens le plus engagé dans la crise de 2018. Résolument contre la décision du gouvernement Ford, l'organisme multiplie les appels à la mobilisation afin d'inciter le gouvernement à revenir sur sa décision. Carol Jolin devient alors le visage de la lutte associative franco-ontarienne. Président de l'AFO depuis 2016, cet ancien enseignant a également occupé la fonction de président de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
- **Dyane Adam**
Au moment de l'annonce du gouvernement Ford, l'UOF compte à peine une année d'existence. Bien que son recteur, Normand Labrie, prenne parfois la parole au nom de l'institution, c'est davantage la présidente de son CG qui la représente dans ce dossier. À la suite du rectorat de Labrie en 2018 et 2019, Dyane Adam cumule la présidence ainsi que la fonction de rectrice par intérim. Professeure de psychologie à l'Université d'Ottawa, principale du Collège universitaire Glendon de l'Université York de 1994 à 1999, elle occupera entre 1999 et 2006 la fonction de commissaire aux langues officielles. Elle a aussi été présidente du Conseil consultatif des Affaires francophones de l'Ontario de 1991 à 1994.

Le débat public sur la survie de l'UOF s'est principalement tenu dans les médias traditionnels (télé, radio, journaux) et dans les différentes plateformes socionumériques des acteurs engagés dans ce conflit (Lord *et al.*, 2022). Sur le plan politique, le débat s'est transporté à la Chambre des communes, au Comité permanent des langues officielles (CPL) ainsi qu'à l'Assemblée législative de l'Ontario. Les opposants à la décision du

gouvernement Ford ont également transporté le débat dans la rue; plusieurs manifestations se sont en effet tenues entre le 1^{er} et le 10 décembre 2018.

2 La stratégie de performance des acteurs selon les moments du conflit

Tout au long de ce conflit, les acteurs de chaque parti ont mis en avant différentes stratégies pour faire valoir leur point de vue et convaincre le public d'y adhérer. Nous analyserons ici leur positionnement tel qu'il s'est déployé lors des principales étapes du conflit : l'annonce de l'arrêt de financement de l'université, le mouvement de résistance face à cette décision et le dénouement de la crise.

2.1 L'annonce de l'arrêt de financement de l'UOF

Quelques mois avant d'annoncer l'arrêt de financement de l'UOF, lors de sa campagne électorale et de ses premières semaines au pouvoir, le gouvernement progressiste-conservateur avait donné son appui au projet de l'UOF. Le 23 juillet 2018, Merrilee Fullerton, alors ministre de la Formation et des Collèges et des universités, affirmait : « Notre gouvernement s'engage pleinement à assurer le succès de l'Université de l'Ontario français [...]. L'université sera un lieu d'apprentissage viable et dynamique pour la communauté francophone dans les années à venir » (citée par Bergeron, 2018, n. p.). Cet engagement faisait suite à la promesse du gouvernement précédent – libéral – de soutenir la création de la première université *par et pour* les francophones en Ontario.

C'est dans une phrase de son énoncé économique du 15 novembre 2018 que le gouvernement annonce son intention d'arrêter le financement de l'UOF : « [U]n examen plus détaillé de la situation financière de la province a amené le gouvernement à annuler les plans de création d'une université de langue française » (Gouvernement de l'Ontario, 2018, p. 20). Le gouvernement ne fait donc pas d'annonce publique sur cette question et les acteurs engagés dans le développement de l'université n'ont pas été rencontrés avant la présentation de l'énoncé économique. C'est en parcourant l'énoncé économique que des journalistes apprennent la nouvelle, qu'ils diffuseront par la suite.

Le média numérique *ONfr+* titre : « Le "jeudi noir" de l'Ontario français », soulignant ainsi la gravité de la décision (Vachet, 2018^b). Dès les premières heures ayant suivi cette annonce, de nombreux citoyens expriment

leur colère par le biais de messages publiés dans différentes plateformes socionumériques (Lord *et al.*, 2022). La plupart des intervenants dans ce dossier sont consternés par cette décision : « On ne l'a vraiment pas vu venir », affirme Carol Jolin à *La Presse*; « littéralement en état de choc » (Giguère, 2018, n. p.). Plusieurs d'entre eux ne s'attendaient pas à cette annonce, d'autant que le gouvernement avait préalablement annoncé son intention d'appuyer le projet.

Pour certains observateurs, cette décision est le fruit de l'ignorance. L'ancien PDG du *Ottawa Sun* n'y va pas avec le dos de la cuillère en qualifiant la décision du gouvernement Ford d'abolir le Commissariat aux services en français de stupide, « more likely motivated by ignorance than by fiscal prudence » (Gibbons, 2018, n. p.). L'ancien premier ministre de la province, Bob Rae, parle quant à lui d'incompréhension : « Le Premier ministre et son gouvernement ne comprennent pas l'importance des services pour la population Franco-Ontarienne [*sic*] » (Vachet, 2018^b, n. p.).

Tétanisés, les acteurs de la résistance à venir mettront quelques jours avant de passer à l'action. La décision annoncée le 15 novembre 2018 doit être adoptée par l'Assemblée législative, ce qui laisse le temps de la faire annuler. Toutefois, même « en état de choc », ces acteurs font entendre leurs appels à la mobilisation dès l'annonce : « On va travailler pour mobiliser la francophonie canadienne d'un bout à l'autre du pays. On n'abandonnera pas. On va ramener constamment le projet et on espère un autre dénouement à un moment donné » (Giguère, 2018, n. p.).

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada³ exprime sa solidarité envers son organisme membre, l'AFO : « Ce n'est certainement pas la fin d'un rêve! Nous œuvrons depuis 40 ans pour notre université et nous l'aurons! La @fcfacanada est solidaire avec @MonAssemblée et toute la CFO en ce triste jour. Nous lutterons pour renverser ces décisions inacceptables! » (Radio-Canada, 2018, n. p.). Il est en outre opportun de noter que les membres du CPLQ, formé de députés fédéraux, jugent l'affaire suffisamment importante et urgente pour interrompre leur étude du renouvellement de la Loi sur les langues officielles afin de mener une étude spéciale sur la crise linguistique en Ontario. Le CPLQ constitue ainsi une scène sur laquelle divers intervenants et décideurs répondront aux

³ La FCFA est alors dirigée par l'ancien directeur du Regroupement étudiant franco-étudiant qui a joué un rôle important dans la promotion du projet de l'UOF.

questions des députés au sujet de la situation. Leur première réunion se tient trois jours après les manifestations du 1^{er} décembre 2018.

Le gouvernement progressiste-conservateur ne commente pas la nouvelle pendant 24 heures et le bureau de la ministre Mulroney avise qu'elle n'accordera pas d'entrevue sur ce sujet. À Terre-Neuve, dans le cadre d'une rencontre avec des homologues de la province, elle est interceptée à l'aéroport de St. John's par des journalistes, auxquels elle déclare :

Le travail que fait le commissariat va toujours continuer. Les droits linguistiques vont être protégés; les Ontariens auront toujours un bureau indépendant du gouvernement pour venir, pour porter plainte [...]. Il y aura un agent indépendant, l'ombudsman, [...] qui va pouvoir étudier ces plaintes et produire des rapports s'il le veut (Marquis, 2018, n. p.).

Toutefois, la ministre ne s'exprime au sujet de la situation de l'UOF. Le gouvernement est à ce point silencieux sur la question qu'il laisse toute la place à la parole de ses opposants.

La vaste majorité des intervenants prenant la parole sur le dossier s'opposent à la décision du gouvernement (Lord, 2021). Les premières réactions des acteurs en faveur de la création de l'UOF sont sans équivoque : ils sont sous le choc et évoquent la possibilité de se défendre devant les tribunaux. Ainsi, dès le premier acte, le gouvernement progressiste-conservateur paraît mal. De fait, en la dissimulant dans son énoncé économique, il ne semble pas assumer cette décision. En outre, il ne répond pas aux premières salves du camp adverse. Une polarisation se crée donc rapidement.

2.2 Le mouvement de résistance

La période comprise entre le 15 novembre 2018 et le 15 janvier 2019 marque la naissance et l'essor du mouvement de résistance franco-ontarienne à la décision du gouvernement Ford. Les opposants à la fin du financement de l'UOF cadrent ce récit médiatique de trois façons : en qualifiant le conflit de « crise », en l'inscrivant dans la lutte historique de la communauté minoritaire franco-ontarienne et en appelant à une mobilisation rapide de cette communauté.

2.2.1 Une période de « crise nationale »

Très rapidement, les opposants à la décision gouvernementale emploient les termes « crise linguistique », « crise sociale » et « crise nationale ». Le choix du mot « crise » n'est pas anodin, car il s'agit pour les opposants à la

décision du gouvernement d'une façon de capter l'attention du public et de lui faire comprendre que l'on fait face à un moment inédit, très difficile et qui ébranle une communauté : il ne s'agit pas d'une simple compression budgétaire, mais bien d'une décision qui aura des impacts négatifs considérables sur la CFO. En qualifiant la situation ainsi, les acteurs insistent sur l'urgence de la situation et sur l'urgence d'agir. Les propos tenus par le président de l'AFO, qui a comparu devant le CPLO, vont en ce sens : « En cette période de crise nationale, l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario demande au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership [...] Chaque fois qu'on remet à plus tard ce projet, des torts irréparables sont causés aux jeunes » (CPLO, 2018^a, p. 4). Face à cette décision gouvernementale, l'inaction ou l'indifférence ne sont donc pas des options envisageables.

De son côté, la ministre Mulroney affirme comprendre la frustration de la CFO, mais soutient que les compressions économiques étaient nécessaires compte tenu de l'état des finances publiques de la province. Ces propos ne parviennent pas à désamorcer la crise et la ministre demeure solidaire de la décision de son gouvernement. Elle fait toutefois face à une réaction populaire qui prend de l'ampleur et qui rend incertaine l'issue de la crise.

2.2.2 « Une attaque contre les Franco-Ontariens est une attaque contre tous les francophones au pays »

Les opposants à la décision du gouvernement Ford tablent sur le caractère identitaire et culturel de ce débat. Pour eux, la décision d'annuler le financement de la première et seule université francophone en Ontario cause un préjudice important à l'ensemble de la CFO. Ce faisant, ils inscrivent le débat sur la survie de l'UOF dans la lutte historique plus large des francophones de cette province pour l'accès à des services et à une éducation en français. Il s'agit donc, d'une certaine façon, d'une synecdoque généralisante : l'UOF n'est plus seulement un projet d'université; elle devient le symbole de la lutte des francophones de l'Ontario pour leurs droits, voire de la lutte des francophones du Canada pour la reconnaissance de leur statut de minorité linguistique. Ils situent donc la survie de l'UOF dans la lignée de grandes batailles : celle qui fut menée pour la survie de l'hôpital Montfort à la fin des années 1990 ou celle qui, en 1912, avait rassemblé les opposants au Règlement 17, qui visait à restreindre l'usage du français et à faire de l'anglais la principale langue d'enseignement en Ontario.

Toutefois, même si les acteurs prétendent que l'université est espérée depuis plus de 50 ans, c'est vraiment au début des années 2010 que ce projet devient une priorité pour la CFO (Dupuis, 2021). Une université *par et pour* les francophones permettrait, selon une partie de cette dernière, de mieux préserver la culture franco-ontarienne et d'assurer son émancipation (Bock et Dorais, 2017). En annulant le financement de l'UOF, le gouvernement, selon ses détracteurs, a donc attaqué le rêve et l'espoir de cette communauté. La décision touche à une institution qui, bien qu'en phase de développement, est déjà inscrite dans l'imaginaire collectif de la CFO. Le commissaire aux services en français, qui voit son poste aboli par la décision du gouvernement, explique ainsi la vague d'appuis qu'il observe à son endroit : « Il est clair que le fait que c'est lié aussi avec l'abolition du projet d'Université de l'Ontario français, ça, ça fait très mal, ça frappe l'imaginaire. On est lié à ce mouvement-là très très fort » (cité par Pierroz, 2018^a, n. p.).

Les leaders du mouvement franco-ontarien ainsi que les citoyens qui les appuient utilisent abondamment les médias socionumériques pour attirer l'attention sur leur cause (Lord *et al.*, 2022.). La communauté est invitée à porter le blanc et le vert, couleurs emblématiques des Franco-Ontariens. Par exemple, une citoyenne a conçu un modèle de tricot de mitaines franco-ontariennes (fig. 30.1) qu'elle a partagé gratuitement dans Facebook.



Figure 30.1 Mitaines aux couleurs de la communauté franco-ontarienne créées par Julie Gravelle

Les événements stimulent ainsi la créativité. Par exemple, la communauté artistique franco-ontarienne adhère au mouvement en créant des chansons⁴, des affiches (fig. 30.2), des murales, des poèmes portant sur la cause, souvent sur le thème de la sauvegarde de l'identité et de la culture franco-ontariennes⁵. Des t-shirts sont créés spécialement pour le mouvement de résistance de 2018. Certains d'entre eux font référence aux luttes du passé, dont celle pour la survie de l'hôpital Montfort ou celle des épingles à chapeau⁶ (fig. 30.3). Une capsule vidéo est produite par le groupe humoristique Improtéine (2018) afin expliquer la situation à un public plus jeune⁷.



Figure 30.2 Affiche réalisée par l'illustrateur Marc Keelan-Bishop symbolisant la lutte de la communauté franco-ontarienne

⁴ Le groupe musical Règlement 17 compose la chanson « Savoir se battre ». L'artiste Stef Paquette adapte les paroles de la chanson « Amanda » du groupe Boston. Le magazine culturel *Boréal* recense plusieurs autres initiatives artistiques (Rochon, 2018).

⁵ Le recueil *Poèmes de la résistance* sera publié en 2019 (Lacelle, dir., 2019). En 2022, il sera mis en scène au Théâtre Tremplin à Ottawa (Bergeras, 2022).

⁶ Face aux inspecteurs venus faire respecter le Règlement 17 dans les écoles, des femmes franco-ontariennes se défendent, armées de longues épingles à chapeaux.

⁷ Improtéine est un groupe d'improvisation humoristique qui présente des spectacles et produit des capsules humoristiques « à saveur politique et identitaire » (Improtéine, 2022).



**Figure 30.3 T-shirt du mouvement de résistance de 2018
faisant référence au mouvement de 1912 des épingles à chapeaux**

Ces performances sont relayées à la fois dans les médias traditionnels et socionumériques, ce qui élargit grandement leur ampleur et leur portée (Lord *et al.*, 2022), en plus de permettre à la communauté de participer en temps réel au mouvement social tout en assistant à la performance qui se construit. La survie d'une université francophone à Toronto devient donc, peu à peu, un enjeu pour une grande partie de la communauté franco-ontarienne, puis pour la communauté francophone du Canada. Les publics francophones de tout le pays sont interpellés par le discours des leaders franco-ontariens. Dans un communiqué, le comité francophone du Syndicat des employées et employés nationaux (2018) l'illustre bien : «Une attaque contre les Franco-Ontariens est une attaque contre tous les francophones au pays » (n. p.).

Le gouvernement progressiste-conservateur prend peu la parole dans les médias traditionnels et socionumériques (Lord, 2021; Lord *et al.*, 2022). Doug Ford, quant à lui, laisse l'un des seuls membres francophones de son cabinet, Caroline Mulroney, défendre ce dossier. Le 26 novembre 2018, elle est d'ailleurs nommée ministre des Affaires francophones de la province, ce qui se veut un geste de bonne volonté de la part du gouvernement provincial, qui rétablit ainsi l'autonomie de ce ministère.

2.3 « Nous devons constamment nous battre⁸ »

L'arrêt du financement de l'UOF est présenté par les opposants au gouvernement comme une attaque contre toute la communauté franco-ontarienne. L'utilisation de métaphores et d'un vocabulaire guerriers est largement répandue chez ses leaders. Les médias traditionnels nourrissent à leur tour cette trame narrative :

Ainsi, lors des événements de novembre 2018, les lecteurs assistent à une épique bataille de tranchées : d'un côté, un groupe de « résistance » (Orfali, 2018) avec en tête Amanda Simard « l'héroïne franco-ontarienne » (Pelletier, 2018) faisant partie d'une « riposte » (Fortin-Gauthier, 2018^a), voire d'une « guerre » (Gratton, 2018) face à un gouvernement Ford, « la vraie cible » (Jury, 2018). [...] Certains médias (*Le Droit*, *L'Eau vive*, *L'Express* et *ONfr+* notamment) font davantage que relayer ces attaques, ils en deviennent les instigateurs (Lord, 2021, p. 91).

Après le choc et la dénonciation, nous observons dans le discours des différents acteurs franco-ontariens l'importance de « contre-attaquer ». Même si l'AFO est au cœur de la lutte et de l'organisation du mouvement #LaRésistance, elle n'utilise pas ces mêmes moyens sémantiques. Quant à l'UOF, elle sera plutôt discrète sur la place publique. La stratégie consiste à exercer une pression tout en cherchant à négocier une solution, ce qui demande de préserver la relation avec le gouvernement en place. En comité parlementaire, un député cherche à savoir si le président de l'AFO a perçu « l'attaque [...] du gouvernement ontarien contre la communauté francophone comme une attaque contre l'essence même de la francophonie, des francophones ou de la communauté francophone et non pas comme une simple question budgétaire » (CPLO, 2018^a, p. 7). Il devra poser la question à nouveau pour avoir une réponse claire : « Monsieur Jolin, je voudrais vraiment savoir si vous avez également interprété cela comme étant une attaque contre la francophonie dans son essence même, contre un des deux peuples fondateurs, contre des francophones canadiens? » (cité par le CPLO, 2018^a, p. 8); réponse du président de l'AFO : « Nous ne nous sommes pas arrêtés à ces considérations idéologiques. Pour nous, il était plus important de faire avancer le dossier sur le plan financier » (*id.*), avant de reconnaître que :

[c]e qui s'est passé était une attaque directe qui signifiait un recul des droits des francophones. Notre organisation a été créée pour faire avancer les dossiers francophones sur le plan politique et pour protéger nos acquis au besoin, et c'est en plein ce que nous sommes en train de faire (*id.*).

⁸ Citation tirée de l'édition du 11 décembre 2018 du journal *Le Droit* (Boudreau de Nepean, 2018, n. p.).

Mais ce n'est pas le message que l'AFO souhaite communiquer lors de cette comparution : « Le message que je viens vous communiquer aujourd'hui est que nous avons besoin du gouvernement fédéral, de son leadership et de sa créativité pour faire avancer ce dossier en trouvant une solution gagnant-gagnant » (*id.*).

Parallèlement à cette recherche d'une solution négociée et profitable pour l'ensemble des parties, la pression continue de s'exercer dans l'espace public, y compris numérique, où se déroulent plusieurs performances de mobilisation conviant la communauté franco-ontarienne à se mobiliser pour protester contre la décision du gouvernement : invitation à signer des pétitions, à partager des témoignages et, ultimement, à participer aux manifestations du 1^{er} décembre 2018. Des associations franco-ontariennes, de nombreuses écoles primaires et secondaires ainsi que des milliers de citoyens répondent présents. Au jour des manifestations, près de 15 000 sympathisants à la cause franco-ontarienne se rassemblent à différents endroits en Ontario et au Canada (fig. 30.4).

Les acteurs de l'UOF bénéficient des critiques publiques et médiatiques à l'endroit du gouvernement, mais n'y participent pas. Leurs prises de parole sont peu nombreuses et strictement factuelles. Dans leur recherche d'une solution permettant éventuellement à tous les acteurs concernés de s'en sortir sans entamer leur image, ils gardent la communication ouverte et évitent de se présenter comme des opposants, de façon à rendre la sortie de crise possible.

En inscrivant le mouvement de 2018 dans la lutte historique de la communauté franco-ontarienne pour son autodétermination et sa survie, ses leaders participent à la construction d'un récit mythique. Amanda Simard, députée conservatrice ayant quitté le parti pour dénoncer la décision de son gouvernement, devient pendant un certain temps l'héroïne franco-ontarienne. La figure de Jeanne d'Arc est d'ailleurs évoquée dans une caricature de Pascal. Parue le 30 novembre dans le journal *Le Devoir*, sa figure héroïque rappelle celle de Gisèle Lalonde à la tête du SOS Montfort à la fin des années 1990, dont la caricature publiée dans *Le Droit* le 30 juillet 1998 pastichait *La Liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix (fig. 30.5 et 30.6)⁹.

⁹ Un aperçu des éloges entourant son décès montre que Gisèle Lalonde est devenue un personnage historique ayant acquis une dimension symbolique nourrissant l'imaginaire mythique de la CFO.



Source : Pierroz (2018^b, n. p.)

Figure 30.4 Manifestation du 1^{er} décembre 2018 à Ottawa



Source : Pascal (2018)

Figure 30.5 Caricature d'Armanda Simard



Source : Bado (1998)

Figure 30.6 Caricature de Gisèle Lalonde

Plusieurs acteurs réagissant à son décès parlent d'une grande militante, d'une grande dame, d'une combattante, d'une héroïne, de « la Jeanne d'Arc de la CFO » (Vachon, 2022^a et 2022^b).

Les acteurs cadrent la situation « en faisant le lien entre les événements actuels et ceux du passé, par le truchement de récits qui, par le fait même, élargissent et amplifient leur signification » (Eyerman, 2006, p. 207¹⁰). Ce cadrage est facilité par des performances qui visent à transformer les membres du public, d'abord spectateurs, en acteurs qu'on invite à s'engager et à devenir des acteurs du drame qui se joue. À cette fin, les chefs de file cherchent à faire comprendre que le dénouement de l'action – voire le sort de l'ensemble de la CFO – est entre leurs mains. Pour rallier leurs publics, les leaders du mouvement de contestation insistent sur l'importance de la situation et sur l'urgence d'agir pour la modifier, conformément à leur vision, leurs intérêts, leur compréhension de la situation et ce qui fait sens pour eux.

Sans cette section, les trois angles sous lesquels sera cadré le récit médiatique sont intimement liés : les opposants à la décision du gouvernement ont cadré le récit de telle façon que le public comprenne qu'une attaque est menée envers toute la communauté franco-ontarienne, que celle-ci vit une crise et qu'une contre-attaque est nécessaire. Le récit public est ainsi *dramatisé*. Pour Alexander (2003), le drame social est construit par un groupe pour donner au récit qu'il propose une portée émotive et discursive signifiante. Ainsi, le ressenti des membres de la communauté est reflété dans les discours et les performances des leaders, qui lui donnent ainsi une portée collective. Les manifestations du 1^{er} décembre 2018 marqueront à cet égard le point culminant de la performance collective dans laquelle s'expriment, souvent avec émotion, des leaders du mouvement qui interpellent le gouvernement Ford et affirment leur fierté identitaire.

Il était par ailleurs possible de suivre les activités de cette journée dans les médias socionumériques, qui formaient un espace où, au son de la musique et des chants, les manifestants publiaient des photos et exprimaient à la fois cette fierté, leur sentiment d'appartenance à la communauté franco-ontarienne et leurs messages au gouvernement provincial. Des images et des vidéos captées lors des manifestations montrent que plusieurs affichent des références à la lutte de Montfort, qu'il s'agisse d'[une pancarte](#) sur laquelle on pouvait lire : « Maman a crié SOS Montfort / Moi je

¹⁰ Trad. libre de: « by linking present events and practices to those of the past and the future. This is accomplished through narratives which, at the same time, widen and amplify their significance ».

crie SOS NonFord », rappelant le cri de ralliement de 1997, ou d'une autre déclarant : « 1997 j'y étais, 2018, j'y suis encore! J'y serai toujours chers M. Ford et compagnie! ». En outre, plusieurs photos donnent à voir des manifestants revêtus du drapeau franco-ontarien, le visage peint des couleurs de l'Ontario français, alors que des vidéos (dont [celle-ci](#)) montrent des personnes en train de danser, des manifestants occupés à balayer le ciel de drapeaux, d'affiches ou à battre le rythme d'un chant avec leurs bras.

Si les manifestations sont l'occasion d'exprimer sa fierté identitaire et son appartenance communautaire, elles expriment aussi sous des airs de fêtes la détermination et la fermeté des francophones, tout en dénonçant les décisions du gouvernement provincial. Le drame social présenté par le mouvement de résistance prend ainsi les allures d'une lutte sans merci entre la communauté franco-ontarienne et le gouvernement. D'un côté, au début du mois de décembre 2018, les opposants au gouvernement, alors nommés « les leaders des associations franco-ontariennes », deviennent dorénavant « l'ensemble de la communauté franco-ontarienne ». Cette communauté est à ce moment appuyée par la majorité des partis politiques et des citoyens de la province et du pays. Le mouvement de contestation attachant une dimension morale au récit, les publics sont incités à se ranger du côté du bien. De l'autre côté, isolé, le gouvernement progressiste-conservateur, avec à sa tête le premier ministre Ford, est dépeint comme le méchant de l'histoire. Les opposants au gouvernement ont réussi à convaincre le public qu'une faute morale a été commise (Alexander *et al.*, 2006). À ce point du récit, il apparaît de plus en plus clair que, pour calmer la grogne, le gouvernement devra trouver une voie de sortie.

2.4 Le dénouement de la crise

Il devient évident pour tout lecteur, auditeur ou téléspectateur que les négociations se font en privé et que les avancées sont présentées de façon stratégique dans les médias. Puisque l'enjeu performé est devenu public, la population concernée s'attend à assister à la fin de l'histoire. Les acteurs engagés dans ce conflit doivent donc trouver un dénouement au récit.

Pour plusieurs acteurs engagés dans la crise de 2018, la sortie de crise passe par une solution permettant à tous les partis en présence de sauver la face (Goffman, 1974 [1967]). Les raisons évoquées par le gouvernement progressiste-conservateur pour arrêter le financement de l'UOF étaient d'ordre économique, la solution à trouver devait donc conforter le

gouvernement sur cet enjeu. Pour Carol Jolin, elle passe par une entente entre les deux paliers de gouvernement :

Je crois que c'est une solution gagnant-gagnant. Autrement dit, d'un côté, le fédéral donne un solide coup de main pour faire en sorte qu'il puisse répondre à son mandat en matière de dualité linguistique et d'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. De l'autre, cela donne au gouvernement de l'Ontario le temps de mettre de l'ordre dans ses finances (cité par le CPLO, 2018^a, p. 8).

L'objectif des chefs de file du mouvement de contestation n'est pas d'humilier le gouvernement, mais bien de trouver une solution gagnant-gagnant. La stratégie de l'AFO consiste à faire monter et à maintenir la pression, tout en adoptant une démarche qui se veut constructive et pragmatique, axée sur les résultats, soit : annuler la décision du gouvernement provincial et maintenir vivant le projet de l'UOF. La ministre des Langues officielles du Canada se montre ouverte à l'idée que le gouvernement fédéral finance les premières années d'existence de l'Université, ce qui donnerait le temps au gouvernement provincial de mettre de l'ordre dans ses finances publiques. Cette piste de solution offre une voie de sortie honorable au gouvernement ontarien, tout en respectant son discours et ses objectifs. Lors de sa comparution devant le CPLO, l'AFO qualifie cette solution de gagnante-gagnante, d'où sa stratégie consistant à ne pas exacerber outre mesure la colère des membres du gouvernement en adoptant un vocabulaire guerrier.

On note en outre entre janvier 2019 et janvier 2020 un aller-retour médiatique constant entre les acteurs politiques provinciaux et fédéraux. Mélanie Joly et Caroline Mulroney tentent toutes deux de se présenter en faveur de la survie du projet, à certaines conditions, ainsi que de signaler l'insuffisance des efforts de la partie adverse, et ce, dans l'optique de régler la situation (Lord, 2021). En janvier 2019, le gouvernement fédéral alloue une subvention de 1,9 M \$ à l'UOF afin de l'appuyer dans la mise en œuvre du CFSI. Le gouvernement fédéral ne pouvant s'immiscer dans la gouvernance des universités, il choisit de participer à la création de cet organisme, dont la mission est de favoriser le rayonnement de la langue française en Ontario. C'est donc par cette voie que le gouvernement fédéral soutient financièrement le développement de l'UOF, qui pourra ainsi poursuivre ses activités le temps de trouver une entente entre les deux paliers de gouvernement afin d'assurer son financement.

Tout au long de cette discussion publique, les autres acteurs, les leaders du mouvement franco-ontarien ainsi que ses sympathisants – Amanda

Simard, par exemple – et l’UOF se sont tenus à l’écart. Entre janvier 2019 et janvier 2020, les attaques envers le gouvernement se sont calmées. De part et d’autre, le discours change. Le gouvernement progressiste-conservateur se montre ouvert à discuter avec le gouvernement fédéral, mais maintient qu’elle devra se dérouler dans le respect du champ de compétence de la province : « “J’ai entendu par l’entremise du comité consultatif que le gouvernement fédéral avait une offre de financement. Nous sommes bien sûr prêts à parler au fédéral concernant cette offre”, a indiqué Caroline Mulroney, mardi, à Queen’s Park » (Fortin-Gauthier, 2018^b). Dans ce récit dramatique, le dénouement de la crise est conditionnel à une réhabilitation du gouvernement Ford.

Finalement, le 7 septembre 2019, les gouvernements fédéral et ontarien signent une entente de principe de 126 M \$ sur huit ans pour financer l’UOF (Milette, 2019); elle est présentée comme une victoire dans les médias sociaux. Citant son président, l’AFO s’exclame dans son compte Twitter le même jour : « Cette victoire est celle de toute une communauté! », avant d’ajouter : « Voilà un triomphe de plus dans les annales franco-ontariennes et de la jeunesse franco-ontarienne. » L’AFO, la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) ainsi que le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO) remercient Mélanie Joly, Caroline Mulroney et Ross Romano, ministre des Collèges et Universités du gouvernement ontarien. Dans leurs comptes Twitter, les ministres Mélanie Joly et Caroline Mulroney annoncent la signature de l’entente de principe entre leurs gouvernements. La ministre Mulroney se dit « fière que [son] gouvernement prenne des mesures concrètes pour que l’Ontario dispose d’une université francophone de calibre mondial! », sans employer de mots-clics, mais en ajoutant une image montrant des étudiants dans un environnement universitaire. Quant à la ministre Joly, elle écrit : « Bravo aux générations qui se sont battues pour une université en français en Ontario », en utilisant le mot-clic #NousSommesNousSerons, largement employé par les opposants à la décision du gouvernement provincial. Son message s’accompagne d’une image dans laquelle elle apparaît souriante, entourée de jeunes enfants, tous arborant des vêtements verts et/ou blancs. Cette mise en scène la montre ainsi comme une alliée de la communauté franco-ontarienne, attentive à la génération représentant l’avenir de la communauté (voir figure 7).



Figure 30.7 Gazouillis publiés par Caroline Mulroney et Mélanie Joly à l'occasion de l'entente de principe intervenue entre les gouvernements canadien et ontarien au sujet du financement de l'UOF

Le 22 janvier 2020, les deux partis officialisent cette entente. Les différents intervenants qualifient ce jour d'historique pour les Franco-Ontariens. Si le récit se termine lors de cette journée, le public peut constater que des traces du conflit persistent : les acteurs ne se réunissent pas tous pour cette heureuse conclusion. Lors de cette journée, la ministre Mulroney souligne que son gouvernement soutenait depuis les débuts le projet de l'UOF : « Notre gouvernement a toujours été déterminé à appuyer l'Université, ainsi qu'à favoriser l'accès à l'éducation et à la formation nécessaires pour que les étudiants francophones de l'Ontario puissent mener des carrières enrichissantes et répondre aux demandes du marché du travail » (Vachet, 2020, n. p.). Cette façon de positionner son gouvernement fera l'objet de quolibets chez certains acteurs, qui y verront une forme de révisionnisme. Le bilan conservateur avait fait l'objet de critiques lors du débat électoral en français de Radio-Canada (Bréniel, 2022) et de TFO en 2022. La ministre Mulroney avait alors affirmé : « Le gouvernement de Doug Ford a plus fait pour les francophones que les gouvernements libéraux ont fait en 15 ans » (Mouch-Essers, 2022, n. p.). La libérale Amanda Simard avait rétorqué : « Ça, c'est faux. Doug Ford a trahi les Franco-Ontariens. Vous êtes une machine à

propagande. Franchement » (*id.*). De son côté, la ministre Joly rappelle le rôle de la communauté dans ce conflit :

Si ça n'avait pas été du travail de tous les francophones à travers le pays, il n'y aurait pas eu ce projet-là! Ça a été difficile, il a fallu se battre et en faire un enjeu de la campagne électorale. C'est pour ça qu'aujourd'hui, on a le droit de se réjouir. [...] Présentement, l'Ontario a une attitude constructive, car ils sont devenus convaincus de l'importance de ce projet (Vachet, 2020, n. p.).

Même si le récit se clôt sur l'officialisation du financement de l'UOF, les différents acteurs continuent de vouloir convaincre le public de l'authenticité de leur discours. Tous les protagonistes veulent s'attribuer le beau rôle en donnant l'impression de contribuer à la solution et en répondant aux attentes de tous.

3 Les effets des performances sociales des acteurs engagés dans le conflit

Les nombreuses réactions spontanées qui ont suivi l'annonce du gouvernement provincial indiquant qu'il mettrait un frein au projet d'une université franco-ontarienne – tant celles des chefs de file de la communauté francophone que des citoyens – signalent l'émotion provoquée par ce qui est perçu par plusieurs comme une attaque contre la CFO, que celle-ci ait été sciemment planifiée ou qu'elle soit le fruit de l'ignorance quant à l'importance de ce projet. Cette décision a été, de fait, perçue comme un manque de reconnaissance de la communauté et a ainsi touché au sentiment identitaire de ses membres. Cette dimension permet d'ailleurs de mieux comprendre la lutte qui s'ensuivit, qui visait non seulement à rétablir le projet de l'UOF, mais à rétablir une relation entre le gouvernement provincial et la communauté francophone fondée sur sa reconnaissance. L'AFO se fera le chef de file de cette lutte en devenant la porte-parole du mécontentement populaire et en développant un cadre narratif dénonçant la décision du gouvernement, tout en inscrivant cette lutte dans la continuité historique de celle de Montfort, voire du Règlement 17. Dès l'annonce de la décision du gouvernement, une forme de résistance est envisagée; par exemple, un utilisateur de Twitter affirme qu'il faudra ressortir les épingles à chapeau, symbole de la résistance au Règlement 17, fortement ancrée dans la mémoire collective franco-ontarienne.

Il ne suffisait pas d'affirmer que le projet de l'UOF était important pour la CFO, il fallait le montrer à l'aide de diverses actions performatives. Ces dernières culminèrent le 1^{er} décembre 2018 avec de nombreuses manifestations qui attirèrent des foules considérables, dépassant en nombre le grand ralliement du 22 mars 1997 organisé par le mouvement SOS Montfort, créé tout juste un mois auparavant.

Outre le grand public, plusieurs groupes communautaires de même que des élus de l'Ontario, du Québec et du gouvernement fédéral exprimèrent leur appui au mouvement. Cet élan de solidarité témoigne de l'acceptation, à la fois par ces divers acteurs et par la population, des discours portant sur une crise qui n'est pas seulement celle d'une institution, mais de la CFO dans son ensemble, voire de la francophonie canadienne. On tente d'associer la décision du gouvernement Ford à d'autres mesures prises contre les intérêts de plusieurs communautés francophones ailleurs au pays. Par exemple, lors du témoignage qu'il a livré devant les membres du CPLO, le commissaire aux langues officielles du Canada Raymond Thériault (2018) s'est dit préoccupé de la situation linguistique au pays :

Parmi ces tristes exemples disséminés d'un océan à l'autre, notons l'annonce du changement du statut du Bureau de l'éducation française au sein du ministère de l'Éducation et de la Formation par le gouvernement du Manitoba, de même que la suppression toute récente de 11 postes de traducteurs à temps plein, le rejet par la Cour fédérale de la demande de la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, sans oublier l'incertitude entourant l'avenir de la dualité linguistique au Nouveau-Brunswick, à la suite des élections dans cette province (n. p.).

Par extension, ce discours rattache donc la crise linguistique vécue en Ontario aux rapports tendus entre francophones et anglophones au pays. S'adressant au CPLO, le commissaire aux langues officielles affirme encore : « Nous avons tous un rôle à jouer, nous devons tous nous demander ce que nous pouvons faire » (*id.*).

En prenant acte de l'importance historique du drame en cours, les membres du CPLO chercheront une solution satisfaisante pour l'ensemble des parties en insistant sur l'urgence de la situation. Par exemple, le député du Parti conservateur Alupa A. Clarke affirme que « le Comité permanent des langues officielles est un peu comme un phare, du moins je l'espère, pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire partout au pays. Le but ultime de cette étude entreprise en urgence est de lancer une bouée de sauvetage » (cité par le CPLO, 2018^b, p. 7). En invitant des représentants

des gouvernements canadien et provincial, les membres du CPLO cherchaient à en apprendre plus sur les communications en cours entre les gouvernements canadien et ontarien afin de contribuer à les faciliter.

Le dénouement du drame social a été favorisé par la possibilité offerte au gouvernement Ford de maintenir de ses objectifs et son discours tout en ne compromettant pas le règlement du litige. À la différence de la lutte pour sauver l'hôpital Montfort, il n'a pas fallu recourir aux tribunaux pour sauver le projet de l'UOF. Cependant, on a pu voir l'avocat Ronald Caza intervenir lors du segment de l'émission *Tout le monde en parle* du 25 novembre 2018 consacré à l'UOF. Avocat représentant la partie qui poursuivait le gouvernement provincial pour sauver l'hôpital Montfort et qui a eu gain de cause, il a également comparu au CPLO. Sa seule présence évoquait la possibilité d'utiliser la voie des tribunaux si les parties ne parvenaient pas à une solution. Ainsi, tout en poursuivant leurs intérêts, les actions des acteurs concourent à régler la crise de manière à maintenir une apparence de cohérence symbolique au regard de leurs positions. La ministre des Langues officielles et, plus largement, le gouvernement canadien se présentent comme des alliés des communautés francophones. Le gouvernement provincial s'en sort avec une solution acceptable qui ne détonne pas avec ses autres actions et discours. Le succès des diverses initiatives de mobilisation menées par l'AFO, ses organismes régionaux et ses partenaires consolide son statut en tant que porte-parole de la CFO.

Mais le succès des diverses performances des acteurs en scène ne réside pas seulement dans le renversement de la décision du gouvernement provincial et dans le maintien du projet de l'UOF. Ce drame social a permis à la CFO de rétablir une relation fondée sur une meilleure reconnaissance de la part du gouvernement provincial. En outre, le mouvement de contestation a donné lieu à une effervescence collective à laquelle a pris part la jeunesse franco-ontarienne, puisque le projet de l'UOF – il importe de le rappeler – a été porté notamment par le RÉFO et la FESFO. Avec l'AFO, ces organismes jeunesse ont tenu des États généraux sur le postsecondaire en Ontario, qui se sont conclus en affirmant l'importance de créer une université *par et pour* les francophones. Comme en témoignent les manifestations des élèves de plusieurs écoles francophones dans la province avant le 1^{er} décembre 2018 et leur présence dans les médias socionumériques de même que lors des diverses manifestations qui se sont déroulées le 1^{er} décembre, le projet de l'UOF était cher à cette jeune génération (Pierroz, 2018^c, n. p.). Dans ce cas-ci, la victoire obtenue par la CFO tend à consolider dans l'imaginaire collectif

franco-ontarien la relation entre l'identité et les luttes collectives, par ailleurs déjà observée par Martel (2005) dans son étude de la lutte pour sauver Montfort :

L'idée de l'indispensable lutte, comme caractéristique de l'être franco-ontarien, est omniprésente dans les discours des dirigeants de S.O.S. Montfort et dans certains éditoriaux du Droit. L'évocation du Règlement 17 est destinée à rappeler aux Franco-Ontariens que leur combat pour la reconnaissance de leurs droits est à la fois ancien, mais aussi inséparable de leur épanouissement. La lutte est un trait valorisé, qui s'inscrit dans la continuité historique de la communauté (p. 86).

La CFO en ressort régénérée. Les moments d'effervescence collective contribuent à raffermir les liens de solidarité entre les membres d'une communauté, ainsi que le sentiment d'appartenance. Cette appartenance est d'ailleurs mise en relief, et ce, au-delà des différences de statuts, des divergences d'opinions, des inégalités et de la diversité que nous pouvons observer par ailleurs dans la communauté (Karakostaki, 2022). Dans ces moments, l'heure est à la solidarité, à l'unanimité des voix, au ralliement et à la célébration de cette appartenance. La créativité culturelle qui fut stimulée par cette effervescence a permis d'actualiser et de renouveler les références de la communauté en faisant désormais de l'UOF un symbole et un marqueur de l'histoire de la CFO. Cette effervescence culturelle permet enfin à la communauté imaginée de l'Ontario français d'intégrer de nouveaux moments historiques, dans des lieux et des pratiques qui viennent ancrer cet imaginaire communautaire dans une expérience collective. Au moment Montfort succède ainsi le moment UOF.

Conclusion

En ouvrant la perspective, la crise provoquée par l'annulation du financement de l'UOF et sa résolution sous la pression publique nous invitent à réfléchir aux rapports que les universités entretiennent avec leur environnement social. Le milieu de l'enseignement supérieur subit des transformations qui peuvent provoquer des crises qui appellent à une intervention publique, que l'on parle des enjeux relatifs à la liberté académique, des critères de sélection des titulaires de chaires de recherche ou de postes de professeurs, de la diminution progressive du nombre de professeurs et l'emploi toujours plus massif de chargés d'enseignement temporaire (Séguin *et al.*, 2022), de l'ubérisation rampante de l'université (Hall, 2016; Kezar *et al.*, 2019), de la

privatisation des universités ou de l'adoption d'une gestion de type néolibéral des universités publiques, qui sont par définition à but non lucratif (Levin, 2017).

Très souvent, cependant, les crises concernant l'institution universitaire restent dans l'enceinte universitaire et n'en sortent pas. Les médias socionumériques et traditionnels en parlent peu et les universitaires doivent gérer la sortie de crise seuls, dans un face-à-face direct avec les autorités gestionnaires ou politiques, très souvent sans l'appui de la société civile. Or, certaines de ces crises internes sont importantes, non seulement pour l'avenir de l'université, mais aussi pour celui d'une communauté. Les enjeux universitaires débattus sur la place publique sont-ils représentatifs de ceux débattus au sein des instances institutionnelles des universités?

La question qu'on peut se poser est donc simple – Quels sont les facteurs qui transforment une crise universitaire interne en une question sociétale? –, mais y répondre est complexe et suscite de nouvelles questions : S'agit-il seulement d'une prise en charge à un moment donné par les médias? S'agit-il plutôt d'une veille exercée par certains leaders extérieurs à l'université, mais très attentifs à celle-ci, qui lancent l'alerte, notamment par un usage intensif des réseaux socionumériques, au sujet de l'importance d'un événement intra-universitaire? La médiatisation de l'avenir subitement très incertain de l'UOF correspondrait bien à cette hypothèse. Mais d'autres hypothèses explicatives pourraient encore être avancées. Ainsi, certains leaders « multipositionnels » (Boltanski, 1973), c'est-à-dire insérés dans plusieurs champs à la fois – universitaire, civil, politique et médiatique – pourraient jouer le rôle de passeurs d'un champ à l'autre et ainsi contribuer à la montée en puissance d'une question initialement interne à l'université. Dyane Adam, ancienne commissaire aux langues officielles et présidente du CG de l'université peut être considérée, dans la saga sur la survie de l'UOF, justement comme une leader « multipositionnelle ».

Il serait pertinent de poursuivre les études sur la discussion publique autour des différents enjeux universitaires. Cette discussion contribue, en partie, à construire la perception qu'a une population de son université. Si l'universel est au cœur du particulier, comme dit la phrase attribuée à Goethe, l'université est pour sa part toujours bien au cœur de la société.

Références

- Alexander, J. C. (2003). *The Meanings of Social Life. A Cultural Sociology*. Oxford University Press.
- Alexander, J. C. (2004). Cultural pragmatics: Social performance between ritual and strategy. *Sociological Theory*, 22(4), 527-573. [\[consulter\]](#)
- Alexander, J. C. (2011). *Performance and Power*. Polity Press.
- Alexander, J. C. (2017). *The Drama of Social Life*. Polity Press.
- Alexander, J., Giesen, B., et Mast, J. (dir.). (2006). *Social Performance. Symbolic Action, Cultural Pragmatics, and Ritual*. Cambridge University Press.
- Bado (1998, 30 juillet). [Caricature de Gisèle Lalonde montant aux barricades pour défendre l'hôpital Montfort], *Le Droit*, p. 14. [\[consulter\]](#)
- Bergeras, Y. (2022). Théâtre Tremplin : le vers est dans le fruit de la résistance franco-ontarienne. *Le Droit*, 14 juin. [\[consulter\]](#)
- Bergeron, F. (2018). Le gouvernement Ford s'engage envers l'Université de l'Ontario français. *L'Express*, 23 juillet. [\[consulter\]](#)
- Bock, M. et Dorais, F.-O. (2016). Quelle université pour quelle société? Le débat intellectuel sur la question universitaire en Ontario français depuis les années 1960. *Revue du Nouvel-Ontario*, (41), 121-195. [\[consulter\]](#)
- Boltanski, L. (1973). L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. *Revue française de Sociologie*, 14(1), 3-26. [\[consulter\]](#)
- Boudreau de Nepean, N. (2018). Le cri du cœur des Franco-Ontariens. *Le Droit*, 11 décembre. [\[consulter\]](#)
- Bréniel, P. (2022). Débat en français : l'éducation et le commissariat retiennent l'attention. Radio-Canada, *Info*, 17 mai. [\[consulter\]](#)
- Buzzetti, H. (2018). Doug Ford, le Donald Trump du Nord. *Le Devoir*, 13 mars. [\[consulter\]](#)
- CPLQ [Comité permanent des langues officielles du Canada] (2018^a, 4 décembre). *Témoignages. Le mardi 4 décembre 2018. LANG, n° 124, 1^{re} Session, 42^e Législature*. Chambre des communes / House of Commons Canada. [\[consulter\]](#)
- CPLQ (2018^b, 11 décembre). *Témoignages. Le mardi 4 décembre 2018. LANG, n° 126, 1^{re} Session, 42^e Législature*. Chambre des communes / House of Commons Canada. [\[consulter\]](#)
- Czerwinski, N. (2020, 29 janvier). L'Ontario aura bien son université francophone. *L'Express*, 29 janvier. [\[consulter\]](#)
- Dupuis, S. (2021). Établissements bilingues et gouvernance francophone : espoirs et déroute du projet universitaire des Franco-Ontariens (1945-2008). *Enjeux et société*, 8(2), 47-77. [\[consulter\]](#)
- Eyerman, R. (2006). Performing opposition or, how social movements move. Dans J. Alexander, B. Giesen, et J. Mast (dir.), *Social Performance. Symbolic Action, Cultural Pragmatics, and Ritual* (p. 193-217). Cambridge University Press.
- Fortin-Gauthier, É. (2018^a). Plusieurs anglophones vont lutter avec les Franco-Ontariens. *ONfr+*, 19 novembre. [\[consulter\]](#)
- Fortin-Gauthier, É. (2018^b). Ouverture de Caroline Mulroney. *Le Droit*, 19 décembre. [\[consulter\]](#)

- Gervais, G. (1994). Le Canada-Français : un phare illuminé sur mille citadelles. *Franco-phonies d'Amérique*, (4), 157-169.
- Giguère, U. (2018). L'Ontario perd son université francophone. *La Presse*, 15 novembre. [\[consulter\]](#)
- Gibbons, R. (2018). Ford government's decision to axe French language commissioner may prove costly. *Toronto Sun*, 19 novembre. [\[consulter\]](#)
- Goffman, E. (1973 [1959]). *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*. Éditions de Minuit.
- Goffman, E. (1974 [1967]). *Les rites d'interaction*. Éditions de Minuit.
- Gratton, D. (2018). Noyer sa peine. *Le Droit*, 26 novembre. [\[consulter\]](#)
- Hall, G. (2016). *The Uberification of the University*. University of Minnesota Press.
- Improtéine (2022). À propos de nous. [Site Web du groupe]. [\[consulter\]](#)
- Joly, M. (2019) [Gazouilli publié à l'occasion de l'entente intervenue entre les gouvernements canadien et ontarien au sujet du financement de l'UOF]. *Twitter*, 7 septembre. [\[consulter\]](#)
- Jury, P. (2018). La vraie cible, c'est Doug Ford. *Le Droit*, 19 novembre. [\[consulter\]](#)
- Karakostaki, C. (2022). L'effervescence revisitée. *SociologieS*, 22 février. [\[consulter\]](#)
- Kezar, A., DePaola, T. et Scott, D. T. (2019). *The Gig Academy. Mapping Labor in the Neoliberal University*. Johns Hopkins University Press.
- Lacelle, A. (dir.) (2019). *Poèmes de la résistance*. Prise de parole.
- Levin, J. S. (2017). *Community Colleges and New Universities Under Neoliberal Pressures*. Palgrave MacMillan.
- Lord, F.-R. (2021). Université de l'Ontario français. Lorsqu'une vague médiatique soulève un enjeu de société. *Enjeux et société*, 8(2), 78-104. [\[consulter\]](#)
- Lord, F.-R., Raynauld, V., Lalancette, M. et Luckerhoff, J. (2022). #LaRésistance franco-ontarienne : le rôle des médias socionumériques. *Enjeux et société*, 9(2), 277-300. [\[consulter\]](#)
- Marquis, M. (2018). Francophones : Ottawa critique les compressions de Ford. *La Presse*, 16 novembre. [\[consulter\]](#)
- Martel, M. (2005). Usage du passé et mémoire collective franco-ontarienne : le souvenir du Règlement 17 dans la bataille pour sauver l'hôpital Montfort. *Mens*, 6(1), 69-94. [\[consulter\]](#)
- Millette, J.-S. (2019). Université de l'Ontario français : l'entente est signée. *Le Soleil*, 7 septembre. [\[consulter\]](#)
- Mouch-Essers, L. (2022). Mulroney attaquée de tous les côtés lors du débat en français. *ONfr+*, 18 mai. [\[consulter\]](#)
- Mulroney, C. (2019). [Gazouilli publié à l'occasion de l'entente intervenue entre les gouvernements canadien et ontarien au sujet du financement de l'UOF]. *Twitter*, 7 septembre. [\[consulter\]](#)
- Orfali, P. (2018). La résistance gagne les écoles. *TVA Nouvelles*, 28 novembre. [\[consulter\]](#)
- Pascal (2018). [Caricature d'Armanda Simard en Jeanne d'Arc]. *Le Devoir*, 30 novembre, p. A8. [\[consulter\]](#)
- Pelletier, É. (2018). « L'héroïne » franco-ontarienne fait son bilan. *Le Droit*, 28 décembre. [\[consulter\]](#)

- Pépin, F. (2018). La contribution d'un illustrateur au cœur du combat. Radio-Canada, *Info*, 25 novembre. [\[consulter\]](#)
- Pierroz, S. (2018^a). François Boileau, à cœur ouvert dans la tempête. *Onfr+*, 24 novembre. [\[consulter\]](#)
- Pierroz, S. (2018^b). Crise linguistique : comment les institutions ont formé les résistants. *Onfr+*, 24 novembre. [\[consulter\]](#)
- Pierroz, S. (2018^c). Des centaines d'élèves francophones dans les rues contre Ford. *Onfr+*, 27 novembre. [\[consulter\]](#)
- Presse Canadienne, La (2018). Ontario français : « Nous sommes, nous serons! ». *Acadie Nouvelle*, 2 décembre. [\[consulter\]](#)
- Radio-Canada (2018). Énoncé économique : levée de boucliers des francophones sur les réseaux sociaux. Radio-Canada, *Info*, 15 novembre. [\[consulter\]](#)
- Robitaille, É. (2018). *Des mitaines aux couleurs franco-ontariennes* [épisode de balado]. *Ça parle au Nord*, 13 décembre. [\[consulter\]](#)
- Rochon, M. (2018). La colère gronde, la résistance s'organise. *Boréal*, 6 décembre. [\[consulter\]](#)
- Séguin, M., Guay, F., Boucher, M.-P., Lewis, D. et Héon-Morissette, B. (2022). *Les enseignantes et enseignants contractuels dans l'université du XXI^e siècle*. Acfas. [\[consulter\]](#)
- Syndicat des employées et employés nationaux (2018). Une attaque contre les Franco-Ontariens est une attaque contre tous les francophones au pays. SEN, *Salle des médias du SEN*, 26 novembre. [\[consulter\]](#)
- Théberge, R. (2018). Notes pour une comparution devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes. L'état actuel de la francophonie canadienne. Commissariat aux langues officielles, *Salle des nouvelles*, 6 décembre. [\[consulter\]](#)
- Vachet, B. (2018^a). La plus importante manifestation de l'histoire de l'Ontario français. *ONfr+*, 1^{er} décembre. [\[consulter\]](#)
- Vachet, B. (2018^b). Le « jeudi noir » de l'Ontario français. *Onfr+*, 15 novembre. [\[consulter\]](#)
- Vachet, B. (2020). Dernier feu vert pour l'Université de l'Ontario français. *Onfr+*, 22 janvier. [\[consulter\]](#)
- Vachon, P. (2022^a). Avalanche de réactions à la suite du décès de Gisèle Lalonde. *Onfr+*, 27 juillet. [\[consulter\]](#)
- Vachon, P. (2022^b, 28 juillet). Gisèle Lalonde racontée par ceux qui l'ont côtoyée : « C'est notre Jeanne d'Arc ». *Onfr+*, 28 juillet. [\[consulter\]](#)

Détenteur d'une maîtrise en intervention sociale de l'Université du Québec à Montréal (2007) et d'un doctorat en communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières (2023), **François-René Lord** est professeur substitut en relations publiques et en communication à l'Université TÉLUQ. Son parcours professionnel en gestion et en communication au collégial et à l'université l'amène à réfléchir aux questions de mobilisation des parties prenantes et de relations publiques au sein des établissements d'enseignement supérieur. Il s'intéresse également aux pratiques communicationnelles et aux performances sociales en contexte minoritaire linguistique.

Chercheur à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, **Éric Forgues** a obtenu son doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Sa thèse portait sur le rôle de l'État dans le développement économique des francophones au Québec. Depuis 1998, il mène des recherches à l'Université de Moncton sur le développement communautaire, la santé et le bien-être, le développement régional et durable. Il a enseigné à l'Université de Moncton en sociologie et en études environnementales. Il a également été agent d'innovation au Bureau de soutien à l'innovation de l'Université de Moncton.

Professeur et chercheur belge de renom, **Yves Winkin** a marqué les études en communication sociale, notamment en contribuant à la création du baccalauréat en communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui célèbre cette année ses 25 ans. Spécialiste des théories de la communication, il a introduit dans le monde francophone des courants clés des sciences humaines et sociales américaines, posant ainsi les bases de l'anthropologie de la communication. Au fil d'une carrière prestigieuse, il a enseigné à l'Université de Liège, à l'École normale supérieure de Lyon et au Conservatoire national des arts et métiers (Paris). Ancien directeur du Musée des arts et métiers (2015-2019), il reste actif par ses publications et collaborations internationales.

Formé en communication (B. A., M. A. et Ph. D.), en administration publique (DESS et MAP), en droit (programme court) et en stratégie (formations pour gestionnaires), **Jason Luckerhoff** est professeur titulaire en communication à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il est en outre administrateur agréé (Adm. A.) et conseiller en ressources humaines agréé (CRHA). Il dirige actuellement la revue *Minorités linguistiques et société*, après avoir fondé les revues *Approches inductives* et *Enjeux et société*. À l'ensemble de ces responsabilités éditoriales s'ajoute la présidence du comité consultatif de la Coalition Publica. L'auteur a contribué au développement de la nouvelle Université de l'Ontario français à Toronto, d'abord au sein du comité de planification (2017), ensuite au sein de la première équipe de gestion jusqu'à être prêté à titre de vice-recteur au développement des programmes et des savoirs et de membre du Conseil de gouvernance pour un an en 2019-2020.